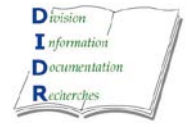


ETHIOPIE



29 novembre 2016



Le mouvement de contestation oromo

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Le « Master Plan » et le mouvement de contestation de 2014	2
1.1. Le « Master Plan » : un plan de développement urbain de la capitale éthiopienne.	3
1.2. Les manifestations de 2014	3
2. Un regain de tension en novembre 2015	4
2.1. L'étincelle de Ginchi.....	4
2.2. L'extension rapide du mouvement	4
2.3. Le retrait du « Master Plan » n'apaise pas les tensions.....	5
3. Les évènements du festival <i>Irreecha</i> à Bishoftu	6
Bibliographie	8

Résumé : Le mouvement de contestation oromo de 2014 contre le « Master Plan » - Les manifestations de 2015/2016 et leur sanglante répression par les forces de sécurité éthiopiennes.

Abstract: The Oromo protests against the “Master Plan” in 2014 – The 2015/2016 protest movement and its bloody repression by the Ethiopian security forces.

1. Le « Master Plan » et le mouvement de contestation de 2014

1.1. Le « Master Plan » : un plan de développement urbain de la capitale éthiopienne

En avril 2014, les autorités éthiopiennes rendent public le *Addis Ababa and Surrounding Oromiya Special Zone¹ Integrated Development Master Plan* (communément appelé « Master Plan »). Ce projet de développement urbain prévoit une extension des limites administratives d'Addis Abeba (appelée Finfinne par les pour les Oromo) sur plus d'un million d'hectares, multipliant ainsi par vingt sa superficie. Cet agrandissement doit être réalisé au détriment du territoire de la région Oromia dont la continuité territoriale est remise en cause. En effet, la mise en œuvre de ce projet aurait pour conséquence de scinder l'Oromia en deux entités séparées par le territoire du Grand Addis Abeba, auquel sont intégrés 36 villes et 17 *woreda* (districts) d'Oromia².

L'annonce de ce plan déclenche immédiatement une vague de protestation qui s'étend rapidement à l'ensemble de la région³. Ce projet de développement urbain suscite de vives inquiétudes au sein de la population oromo, majoritairement rurale. Les paysans oromo craignent ainsi de se voir exproprier de leurs terres sans consultation, ni même indemnisation. D'autant qu'au cours des dix dernières années, l'expansion de la capitale éthiopienne s'est accompagnée du déplacement forcé de milliers paysans oromo, sans réel dédommagement, ni possibilité de recours en justice⁴.

Dans ce contexte, les expropriations sont, avant tout, ressenties comme l'expression d'une volonté d'accaparement des terres ancestrales oromo, sur fond de corruption et de forte hausse des prix de l'immobilier autour d'une capitale surpeuplée⁵.

1.2. Les manifestations de 2014

L'annonce du « Master Plan » provoque une vague de protestation, portée avant tout par la jeunesse oromo et les milieux estudiantins, dans de nombreuses villes de la région Oromia. Cette contestation agite la région pendant plusieurs semaines, la situation ne s'apaisant réellement qu'en juin 2014.

La répression brutale des premières manifestations par les forces de sécurité entraîne un durcissement du mouvement. L'usage de tirs à balles réelles sur des manifestants pacifiques dans les villes d'Ambo et de Guder, ainsi que dans les universités de Wollega (ville de Nekempte, zone de Wollega est) et de Madawalabu (ville de Robe, zone de Bale) fait de nombreuses victimes⁶.

Le bilan humain de ces semaines de tension est lourd. Toutefois, conséquence de l'état de siège dans lequel se retrouvent les zones les plus touchées, ainsi que des restrictions d'accès imposées par les autorités éthiopiennes aux médias et aux organisations de défense des droits humains, un bilan précis de ces semaines de violences est difficile à

¹ Cette « Zone Spéciale » a été instaurée en 2009 par les autorités régionales de l'Oromia à partir de districts limitrophes d'Addis Abeba.

² *Addis Standard*, « Opinion: Oromo protests: getting the messages right », 25/01/2016. ; Horn Affairs, *Ethiopia| Why resist the Master Plan? A constitutional legal exploration*, 12/06/2014.

³ Les Oromo représentent près de 90% de la population de l'Etat régional d'Oromia (23,7 millions sur une population de 27 millions au recensement de 2007).

⁴ *Addis Standard*, « Why Oromo protests isn't just a protest against a 'Master Plan' ? », 09/02/2016 ; *Jeune Afrique*, « Ethiopie: les Oromo défendent leurs terres et dénoncent la répression », 22/12/2015 ; *France 24, Les Observateurs*, « Les Oromos d'Ethiopie se rebellent contre Addis Abeba », 11/12/2015.

⁵ *Jeune Afrique*, « Ethiopie: les terrains de la colère », 29/02/2016.

⁶ Amnesty International, *'Because I am Oromo': Sweeping repression in the Oromia region of Ethiopia*, 10/2014.

avancer. Trois mois après les faits, *Amnesty International* avance le chiffre d'une trentaine de morts parmi les manifestants, avec des victimes parfois très jeunes. Des centaines de personnes ont été violemment battues, durant et après les manifestations. Les forces de police ont procédé à plusieurs milliers d'arrestations, et ce jusqu'en juin 2014. Des centaines d'individus interpellés ont été envoyés dans le camp d'entraînement de la police de Senkele, près d'Ambo, ainsi que dans les prisons d'Ambo, de Dire Dawa, de Gimbi, de Dembi Dollo et de Kelem Wallega. La majeure partie des personnes appréhendées sont libérées entre les mois de mai et d'octobre 2014, parfois sans qu'aucune charge ne soit retenue contre eux voire contre le paiement d'une simple amende, après des périodes de détention d'une durée variable⁷.

2. Un regain de tension en novembre 2015

2.1. L'étincelle de Ginchi

Le 12 novembre 2015, une demi-douzaine d'agents publics sont pris à partie à Ginchi (zone de Shewa ouest), une petite ville située en Oromia à environ 80 kilomètres au sud-ouest de la capitale éthiopienne, par des résidents locaux, principalement de jeunes gens. Les fonctionnaires sont venus prospecter des terrains, un terrain de football ainsi qu'une zone forestière, convoités par les autorités locales afin de les mettre à disposition de promoteurs immobiliers dans le cadre d'un projet d'investissement et de développement de la zone⁸.

Les événements de Ginchi illustrent le mécontentement des populations face à ces projets d'investissements industriels qui fleurissent un peu partout sur le territoire éthiopien et dont les conséquences en termes de déplacement des populations et de dégradation de l'environnement apparaissent élevées⁹.

2.2. L'extension rapide du mouvement

La contestation trouve un écho immédiat dans les principales universités de la région à Ambo, Wolisso, Jimma ou encore Adama¹⁰. La répression excessive du mouvement par les forces de sécurité contribue, une nouvelle fois, à sa propagation, les étudiants étant rejoints par les paysans et les résidents des zones touchées. En tout, ce sont plus de 170 villes et villages d'Oromia qui connaissent des troubles au cours de ces semaines de violences¹¹.

Les forces de police procèdent à des arrestations massives et indiscriminées, lors des manifestations mais également au domicile des contestataires, dans les écoles et les universités. Cette répression est tout d'abord le fait des forces de sécurité régionales, composées principalement d'Oromo, avec l'assistance parfois de la police fédérale, dont les forces sont ethniquement mixtes¹².

La zone d'Ambo, ville située à 120 kilomètres à l'ouest d'Addis-Abeba, devient très vite l'un des foyers de la contestation oromo. Une semaine après les événements de Ginchi, les étudiants de l'Université d'Ambo entrent dans le mouvement. Les forces de police régionales et fédérales, présentes massivement sur le campus, répriment violemment

⁷ Amnesty International, 10/2014.

⁸ *Addis Standard*, « Oromo protests: defiance amidst pain and suffering », 16/12/2015 ; Amnesty International, *Ethiopia: Anti-terror rhetoric will escalate brutal crackdown against Oromo protesters*, 16/12/2015.

⁹ *Jeune Afrique*, 29/02/2019 ; Human Rights Watch, « Such a brutal crackdown », *Killing and arrests in response to Ethiopia's Oromo protests*, 06/2016.

¹⁰ *RFI*, « Ethiopie: Fortes tensions dans la région des Oromos », 12/12/2015.

¹¹ *Addis Standard*, « Opinion: Oromo protests: Marking the next Ethiopian political chapter », 25/01/2016.

¹² Human Rights Watch, 06/2016.

leur tentative de manifester pacifiquement. Les habitants d'Ambo et des villages environnants se joignent alors aux jeunes contestataires¹³.

Le 25 novembre, des affrontements opposent manifestants et forces de police régionales et fédérales à Wolisso (ou Waliso), à 200 kilomètres à l'ouest de la capitale. Ayant pris connaissance des événements d'Ambo, plusieurs centaines d'étudiants et de lycéens se rassemblent pour protester. La police ouvre alors le feu sur les manifestants. Entre le 25 et le 30 novembre, la ville de Wolisso se retrouve en état de siège, quasi coupée du reste du pays. Les contestataires redescendent dans la rue le 11 décembre. La répression des autorités est une nouvelle fois très violente. L'hôpital catholique Saint Luc est totalement débordé par l'afflux de blessés. Un calme précaire s'installe à Wolisso après cette dernière journée sanglante de contestation¹⁴.

A Adama, second centre administratif de l'Oromia situé à une centaine de kilomètres au sud d'Addis Abeba, les manifestations commencent la dernière semaine de novembre dans l'enceinte de l'université, lorsque des étudiants réclament le départ du campus des forces de police. En dépit du caractère pacifique des manifestations, la réponse des forces de sécurité est une nouvelle fois très brutale¹⁵.

Le 16 décembre, les autorités éthiopiennes durcissent le ton à l'égard des contestataires oromo, accusés d'être des « démons » et des « terroristes », et annoncent une militarisation de la répression. Le Premier ministre Hailemariam Dessalegn promet, quant à lui, une réponse « sans merci » du pouvoir¹⁶.

Le 19 décembre, soit un peu plus d'un mois après le début des contestations, *Human Rights Watch* fait état d'au moins 75 manifestants tués par l'armée éthiopienne. Les zones de Shewa et de Wollega sont les plus durement touchées par la répression¹⁷.

2.3. Le retrait du « Master Plan » n'apaise pas les tensions

Face à la contestation, les autorités éthiopiennes annoncent, le 12 janvier 2016, le retrait du « Master Plan ». Au-delà d'un simple projet de développement urbain, le « Master Plan » a joué un rôle de catalyseur des frustrations des Oromo contre la domination des Tigréens sur la vie politique et économique du pays. En effet, malgré cette annonce, les violences se poursuivent encore plusieurs jours. Une douzaine de manifestants sont tués entre le 17 et le 20 janvier à Mieso, Sodoma et Chinaksen dans la zone de Hararghe¹⁸.

Début janvier 2016, *Human Rights Watch* comptabilise plus de 140 morts depuis le début du mouvement¹⁹. En raison de la présence massive des forces de sécurité, un calme précaire s'installe ensuite dans la région²⁰.

Toutefois, un incident survenu dans la localité d'Aje (zone d'Arsi ouest), le 12 février 2016, relance la dynamique sanglante manifestations-répression. Les convives d'un mariage rentrant chez eux ont une altercation avec des agents des forces de sécurité qui tentent de les empêcher d'entonner un chant nationaliste oromo. La situation dégénère rapidement dans la zone, les affrontements causant la mort de plusieurs civils et

¹³ *Addis Standard*, 16/12/2015; Human Rights Watch, 06/2016.

¹⁴ *Addis Standard*, 16/12/2015; Human Rights Watch, 06/2016.

¹⁵ *Addis Standard*, 16/12/2015; Human Rights Watch, 06/2016.

¹⁶ *Addis Standard*, « Opinion: Oromo protests: Marking the next Ethiopian political chapter », 25/01/2016; Human Rights Watch, *Ethiopia: Lethal force against protesters*, 18/12/2015.

¹⁷ Human Rights Watch, 18/12/2015; *France 24*, « Ethiopie: la police réprime violemment des manifestations dans l'Oromia », 19/12/2015.

¹⁸ Human Rights Watch, 06/2016.

¹⁹ *Jeune Afrique*, « Ethiopie : la répression de manifestations a fait au moins 140 morts en deux mois, selon HRW », 08/01/2016.

²⁰ *Jeune Afrique*, 29/02/2019.

policiers. Des manifestations éclatent dans la foulée dans les villes voisines de Shalla, Siraro et Shashemene, puis dans le reste de la région. Il faut un déploiement massif des forces de la police fédérale pour retrouver un semblant de calme en Oromia²¹.

Le nombre de décès de manifestants, le plus souvent suite à des tirs à balles réelles, s'est accéléré entre la mi-décembre 2015 et la fin du mois de février 2016. Les zones de Shewa ouest (particulièrement Ambo), Shewa sud-ouest (Waliso), la localité de Dilla dans la zone de Gedeo située dans l'Etat régional Région des nations, nationalités et peuples du Sud²² et la ville de Shakiso dans la zone de Guji ont été les plus touchées. En janvier et février 2016, de nombreux décès ont été enregistrés dans les zones d'Hararghe est et d'Hararghe ouest, zones dans lesquelles la police spéciale (« Liyu Police ») de l'Etat régional Somali, notoirement connue pour ses nombreuses exactions à l'encontre de populations civiles²³, est intervenue pour réprimer la contestation²⁴.

Le 8 mars, les forces de sécurité arrêtent une vingtaine d'étudiants de l'Université d'Addis-Abeba qui manifestent devant l'ambassade américaine²⁵.

Les 6 et 7 août, une centaine de personnes sont tuées par des tirs à balles réelles des forces de sécurité au cours de manifestations antigouvernementales dans les régions Oromia et Amhara²⁶. Le ralliement des Amhara, le deuxième groupe ethnique en Ethiopie après les Oromo, au mouvement de contestation, malgré l'antagonisme historique existant entre ces deux peuples, est pris très au sérieux par le régime inquiet des conséquences que pourrait avoir cette alliance ethnique inédite²⁷.

En Oromia, quinze protestataires sont abattus dans la seule localité de Nekempte (zone Wollega est) où les forces de sécurité ouvrent le feu sur la foule. Le 6 août, près de 500 personnes se rassemblent sur *Mesqel Square*, la place centrale de la capitale éthiopienne, les mains croisées au-dessus de la tête, le geste de ralliement de la contestation oromo. Les forces de sécurité dispersent violemment les manifestants et procèdent à de nombreuses interpellations²⁸.

3. Les événements du festival *Irreecha* à Bishoftu

Le 2 octobre 2016, 52 personnes trouvent la mort dans une bousculade au cours du festival religieux oromo *Irreecha*²⁹, qui rassemble plusieurs dizaines de milliers de participants à Bishoftu, une localité située à une quarantaine de kilomètres au sud de la capitale. Des tirs de sommation et des jets de grenades lacrymogènes des forces de sécurité visant à disperser une manifestation d'opposants au régime sont à l'origine de ce

²¹ *Africa Confidential (Edition française)*, « Ethiopie : L'Oromie en ébullition », N°735, 21/03/2016 ; *Addis Standard*, « Oromo protests : Dozens die in West Aris protests ; situation "extremely volatile" – police officer », 16/02/2016.

²² La Région des nations, nationalités et peuples du Sud, souvent abrégée par RNNPS, est, depuis 1995, une des neuf régions de l'Éthiopie. Elle est située au sud-ouest du pays. Sa capitale est Awasa.

²³ Norway: Landinfo - Country of Origin Information Centre, *Ethiopia: The special police (Liyu Police) in the Somali Regional State*, 03/06/2016.

²⁴ Human Rights Watch, 06/2016.

²⁵ Human Rights Watch, 06/2016.

²⁶ Amnesty International, *Ethiopia: Dozens killed as police use excessive force against peaceful protesters*, 08/08/2016.

²⁷ *RFI*, « Ethiopie: pourquoi le régime suscite-t-il tant de colère? », 10/08/2016; *Jeune Afrique*, « En Ethiopie, la colère gronde toujours en région Amhara », 20/08/2016; *Africa Confidential*, « The centre holds on – Cooperation between Amhara and Oromo oppositionists presents the government with one of its most serious challenges in 20 years », Vol. 57, N°17, 26/08/2016.

²⁸ *France 24*, « Éthiopie : une centaine de morts dans la répression des manifestations antigouvernementales », 09/08/2016.

²⁹ Il s'agit d'un festival traditionnel oromo qui se déroule chaque année le premier dimanche d'octobre à Bishoftu et rassemble plusieurs dizaines de milliers de participants.

mouvement de foule meurtrier³⁰. Pour *Human Rights Watch*, le nombre réel de victimes est beaucoup plus important que le chiffre officiel de 52 morts ne le laisse entendre³¹. Les autorités éthiopiennes décrètent trois jours de deuil national³².

Ces évènements accroissent considérablement la colère de la population oromo à l'encontre des autorités éthiopiennes accusées d'être les responsables du « massacre de Bishoftu »³³.

Les jours suivants sont marqués par de vives tensions et de violents affrontements en Oromia. Des complexes touristiques, des usines ou des plantations appartenant à des compagnies étrangères voient leurs installations attaquées et endommagées, ce qui suscite l'inquiétude des investisseurs étrangers³⁴. La ferme fruitière néerlandaise *AfricaJuice*, installée dans la vallée de l'Awash, ainsi qu'une cimenterie appartenant à un riche homme d'affaire nigérian près d'Adama sont notamment saccagées³⁵.

Le fait que des investissements étrangers soient directement pris pour cible par les protestataires incite les autorités éthiopiennes à décréter, le 9 octobre, l'état d'urgence pour une durée de six mois³⁶. Une dizaine de jours après la mise en place de l'état d'urgence, les autorités avancent le chiffre de 2 500 arrestations³⁷. Un mois plus tard, soit mi-novembre, ce sont plus de 11 600 personnes qui ont été placées en détention³⁸.

Dans un souci d'apaisement, le 1^{er} novembre, le Premier ministre Hailemariam Desalegn procède à un vaste remaniement ministériel marqué par un effort d'ouverture en direction des Oromo. Cinq ministres n'appartenant pas au parti au pouvoir, le Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens (FDRPE), font leur entrée au gouvernement³⁹.

³⁰ *France 24*, « Cinquante-deux morts dans un mouvement de foule lors d'un festival en Ethiopie », 02/10/2016.

³¹ Human Rights Watch, *Q&A: Recent events and deaths at the Irreecha Festival in Ethiopia*, 08/10/2016.

³² *RFI*, « Ethiopie : le choc après les échauffourées meurtrières du week-end », 03/10/2016.

³³ *RFI*, « Ethiopie : les Oromos en colère après le mouvement de foule meurtrier », 04/10/2016.

³⁴ *Jeune Afrique*, « Ethiopie : nouvelles violences contre des lieux touristiques et entreprises étrangères », 07/10/2016.

³⁵ *Jeune Afrique*, « Ethiopie : de violents incidents éclatent en région Oromo », 05/10/2016; *Jeune Afrique*, « Ethiopie : les entreprises dans le viseur, Dangote dit être intact », 11/10/2016.

³⁶ *France 24*, « Ethiopie : l'état d'urgence déclaré en pleine contestation anti-gouvernementale », 09/10/2016.

³⁷ *RFI*, « Ethiopie : plus de 2 500 personnes arrêtées dans le cadre de l'état d'urgence », 21/10/2016.

³⁸ *RFI*, « Ethiopie : plus de 11 500 personnes arrêtées depuis le début de l'état d'urgence », 13/11/2016.

³⁹ *RFI*, « Ethiopie : un remaniement ministériel inédit, plus ouvert aux Oromos », 02/11/2016.

Bibliographie

Dernière consultation des sites web en date du 24/11/2016

Institutions nationales

- Norway: Landinfo - Country of Origin Information Centre, *Ethiopia: The special police (Liyu Police) in the Somali Regional State*, 03/06/2016. <http://www.refworld.org/docid/57bd3ea14.html>

ONG

- Horn Affairs, *Ethiopia| Why resist the Master Plan? A constitutional legal exploration*, 12/06/2014. <http://hornaffairs.com/en/2014/06/12/ethiopia-omoria-resist-master-plan/>
- Amnesty International, *'Because I am Oromo': Sweeping repression in the Oromia region of Ethiopia*, 10/2014. <https://www.amnesty.org/en/documents/afr25/006/2014/en/>
- Amnesty International, *Ethiopia: Anti-terror rhetoric will escalate brutal crackdown against Oromo protesters*, 16/12/2015. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2015/12/ethiopia-anti-terror-rhetoric-will-escalate-brutal-crackdown-against-omoro-protesters/>
- Human Rights Watch, *Ethiopia : Lethal force against protesters*, 18/12/2015 <https://www.hrw.org/news/2015/12/18/ethiopia-lethal-force-against-protesters>
- Human Rights Watch, *"Such a brutal crackdown", Killing and arrests in response to Ethiopia's Oromo protests*, 06/2016. <https://www.hrw.org/report/2016/06/16/such-brutal-crackdown/killings-and-arrests-response-ethiopias-omoro-protests>
- Amnesty International, *Ethiopia: Dozens killed as police use excessive force against peaceful protesters*, 08/08/2016. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/08/ethiopia-dozens-killed-as-police-use-excessive-force-against-peaceful-protesters/>
- Human Rights Watch, *Q&A: Recent events and deaths at the Irreecha Festival in Ethiopia*, 08/10/2016. <https://www.hrw.org/news/2016/10/08/qa-recent-events-and-deaths-irreecha-festival-ethiopia>

Médias

- *France 24, Les Observateurs*, « Les Oromos d'Ethiopie se rebellent contre Addis Abeba », 11/12/2015. <http://observers.france24.com/fr/20151211-omoros-ethiopie-rebellent-contre-addis-abeba-manifestations-universite>
- *RFI*, « Ethiopie: Fortes tensions dans la région des Oromos », 12/12/2015. <http://www.rfi.fr/afrique/20151212-ethiopie-omoro-manifestations-universites>
- *Addis Standard*, « Oromo protests: defiance amidst pain and suffering », 16/12/2015. <http://addisstandard.com/omoro-protests-defiance-amidst-pain-and-suffering/>
- *France 24*, « Ethiopie : la police réprime violemment des manifestations dans l'Oromia », 19/12/2015. <http://www.france24.com/fr/20151219-ethiopie-manifestation-repression-protestation-omoria-capitale-addis-abeba>

- Jeune Afrique, « Ethiopie: les Oromo défendent leurs terres et dénoncent la répression », 22/12/2015.
<http://www.jeuneafrique.com/depeches/288743/societe/ethiopie-oromo-defendent-leurs-terres-denoncent-repression/>
- Jeune Afrique, « Ethiopie : la répression de manifestations a fait au moins 140 morts en deux mois, selon HRW », 08/01/2016.
<http://www.jeuneafrique.com/292215/politique/ethiopie-repression-de-manifestations-a-140-morts-deux-mois-selon-hrw/>
- Addis Standard, « Opinion: Oromo protests: getting the messages right », 25/01/2016.
<http://addisstandard.com/opinion-oromo-protests-getting-the-messages-right/>
- Addis Standard, « Opinion: Oromo protests: Marking the next Ethiopian political chapter », 25/01/2016.
<http://addisstandard.com/opinion-oromo-protests-marking-the-next-ethiopian-political-chapter/>
- Addis Standard, « Why Oromo protests isn't just a protest against a 'Master Plan' ? », 09/02/2016.
<http://addisstandard.com/why-oromo-protests-isnt-just-a-protest-against-a-master-plan/>
- Addis Standard, « Oromo protests: Dozens die in West Aris protests ; situation "extremely volatile" – police officer » », 16/02/2016.
<http://addisstandard.com/oromo-protests-dozens-die-in-west-aris-protests-situation-extremely-volatile-police-officer/>
- Jeune Afrique, « Ethiopie: les terrains de la colère », 29/02/2016
<http://www.jeuneafrique.com/mag/303860/politique/ethiopie-terrains-de-colere/>
- Africa Confidential (Edition française), « Ethiopie : L'Oromie en ébullition », N°735, 21/03/2016 (accès par abonnement)
- France 24, « Éthiopie : une centaine de morts dans la répression des manifestations antigouvernementales », 09/08/2016.
<http://www.france24.com/fr/20160808-ethiopie-une-cinquantaine-morts-repression-manifestations-antigouvernementales>
- RFI, « Ethiopie : pourquoi le régime suscite-t-il tant de colère ? », 10/08/2016.
<http://www.rfi.fr/afrique/20160810-ethiopie-raisons-colere-contre-manif-regime-manifestations-oromo-politique-gouverne>
- Jeune Afrique, « En Ethiopie, la colère gronde toujours en région Amhara », 20/08/2016.
<http://www.jeuneafrique.com/350619/politique/ethiopie-colere-gronde-toujours-region-amhara/>
- Africa Confidential, « The centre holds on – Cooperation between Amhara and Oromo oppositionists presents the government with one of its most serious challenges in 20 years », Vol. 57, N°17, 26/08/2016.
http://www.africa-confidential.com/article/id/11754/The_centre_holds_on
- France 24, « Cinquante-deux morts dans un mouvement de foule lors d'un festival en Ethiopie », 02/10/2016.
<http://www.france24.com/fr/20161002-cinquante-deux-morts-ethiopie-mouvement-foule>
- RFI, « Ethiopie : le choc après les échauffourées meurtrières du week-end », 03/10/2016.
<http://www.rfi.fr/afrique/20161003-ethiopie-le-choc-apres-echauffourees-meurtrieres-week-end>

- *RFI*, « Ethiopie : les Oromos en colère après le mouvement de foule meurtrier », 04/10/2016.
<http://www.rfi.fr/afrique/20161004-ethiopie-oromos-colere-mouvement-foule-meurtrier-bishoftu-festival>
- *Jeune Afrique*, « Ethiopie : de violents incidents éclatent en région Oromo », 05/10/2016.
<http://www.jeuneafrique.com/363033/politique/ethiopie-de-violents-incidenteclatent-region-oromo/>
- *Jeune Afrique*, « Ethiopie : nouvelles violences contre des lieux touristiques et entreprises étrangères », 07/10/2016.
<http://www.jeuneafrique.com/depeches/363854/politique/ethiopie-nouvelles-violences-contre-lieux-touristiques-entreprises-etrangees/>
- *France 24*, « Ethiopie : l'état d'urgence déclaré en pleine contestation anti-gouvernementale », 09/10/2016.
<http://www.france24.com/fr/20161009-ethiopie-violences-addis-abeba-etat-urgence-communaute-oromo-anti-gouvernement>
- *Jeune Afrique*, « Ethiopie : les entreprises dans le viseur, Dangote dit être intact », 11/10/2016.
<http://www.jeuneafrique.com/364580/economie/troubles-ethiopie-entreprises-etrangees-prises-cible/>
- *RFI*, « Ethiopie : plus de 2 500 personnes arrêtées dans le cadre de l'état d'urgence », 21/10/2016.
<http://www.rfi.fr/afrique/20161021-ethiopie-oromo-amhara-plus-2500-personnes-arretees-cadre-etat-urgence>
- *RFI*, « Ethiopie : un remaniement ministériel inédit, plus ouvert aux Oromos », 02/11/2016.
<http://www.rfi.fr/afrique/20161101-ethiopie-remaniement-ministeriel-ouvre-oromos-desalegn>
- *RFI*, « Ethiopie : plus de 11 500 personnes arrêtées depuis le début de l'état d'urgence », 13/11/2016.
<http://www.rfi.fr/afrique/20161113-ethiopia-plus-11500-personnes-arretees-depuis-debut-etat-urgence-oromo>